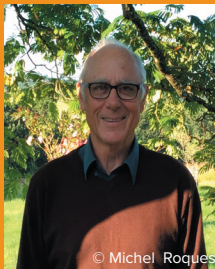


L'écho du réseau Habitat Jeunes Occitanie



**FACE A L'URGENCE
LOGEMENT**



© Michel Roques

Michel Roques,
Président de
l'URHAJ Occitanie,
a le plaisir de vous
présenter l'Echo du
réseau n°47



"Construire le collectif en Habitat Jeunes"

En 2023, la thématique du collectif en Habitat Jeunes a été au centre du travail réalisé avec les équipes socioéducatives. Le guide *"Construire le collectif en Habitat Jeunes"*, réalisé par l'Union Régionale en Occitanie est la synthèse des journées de travail et d'échanges animées par des professionnels, pour (dé-) construire le collectif en Habitat Jeunes.

L'objet de ce guide n'est pas d'apporter des réponses toutes faites et des remèdes miracles à toutes les interrogations et problèmes posés par la vie collective en HAJ, mais plutôt de les concevoir différemment. Il s'agit ainsi de proposer des pistes de réflexion et des idées, et d'apporter des éléments qui donnent un peu de hauteur et permettent de réfléchir, en dehors de l'action et du quotidien, à ce qu'est et à comment faire vivre le collectif en Habitat Jeunes.

Vous trouverez dans ce guide des réflexions sur tout ce qui fait la vie collective : les jeunes et les intervenants socioéducatifs, le collectif formel et informel, les espaces partagés, l'interculturalité et le débat... pour valoriser toute la richesse de la dimension collective en Habitat Jeunes.

Consultez et téléchargez le guide :

["Construire le collectif en Habitat Jeunes"](#)

Ensemble pour le climat



© Habitat Jeunes Notre Dame

[Fresque du climat, 2tonnes](#) ou *"l'atelier immersif pour le climat !"*, [climate work out](#) ou *"comment sensibiliser à la transition climatique par le sport"*... les résidents d'Habitat Jeunes Notre Dame à Mazamet, les jeunes du Point Information Jeunesse d'Aussillon, et bientôt les résidents d'Habitat Jeunes en Albigeois s'engagent dans la découverte des enjeux climatiques !

Ce n'est pas en sermonnant les jeunes que les choses avanceront... l'équipe de la résidence Habitat Jeunes de Mazamet l'a bien compris. C'est dans cet esprit qu'un premier atelier, la célèbre "Fresque du climat", a été organisé à l'automne dernier entre les résidents de Notre Dame et les jeunes du PIJ d'Aussillon. Répartis en deux groupes, les jeunes ont fabriqué leur propre fresque, accompagné par un intervenant formé pour ce faire.

"La Fresque du climat, permet de comprendre les enjeux climatiques, de prendre conscience des liens de cause à effet." Souligne Charlène, intervenante socioéducatrice à HAJ Mazamet : *"C'est assez percutant, et les jeunes se sont sentis plutôt démunis et déprimés à la fin de cet atelier. C'est pour cela que nous avons organisé, début 2024, l'atelier 2tonnes. Il permet, toujours de façon ludique, de travailler sur les actions à mettre en place, concrètement, pour arriver à l'objectif 2 tonnes de CO2 par an et par habitant fixé par les Accords de Paris à l'horizon 2050. Le jeu consiste à faire des choix d'actions en faveur du climat afin de se rapprocher au maximum de cet enjeu."*

Et ce n'est pas fini ! les résidents de Notre Dame et les jeunes du PIJ seront rejoints, le 1er juin prochain par les résidents d'Habitat Jeunes en Albigeois pour tester un tout nouveau concept sous forme d'un atelier pour aborder le climat : "The climate workout" ou "Bouge ton globe", ou encore *"l'histoire d'un type qui se demande : comment sensibiliser ses potes "non-initiés" au réchauffement climatique sans les faire culpabiliser ?"*. Bref, cette toute jeune association propose un atelier pour apprendre et actionner les bases du climat... en faisant du sport. D'excellentes initiatives accessibles à tous, jeunes comme moins jeunes !

Le journal du réseau Habitat
Jeunes Occitanie

Directeur de publication :

Michel Roques

Rédactrice en chef :

Emilie Taberly

Conception et rédaction :

Céline Compère

Union Régionale Habitat
Jeunes Occitanie

19 avenue Didier Daurat

31400 Toulouse

Tél : 05 61 54 14 95

accueil@urhaj.org

www.habitatjeunesoccitanie.org

La nouvelle salle co' de San-Francisco

La nouvelle "salle co'" de la résidence Habitat Jeunes toulousaine, gérée par l'UCRM, a ouvert ses portes en décembre dernier.

Coin chill télé et jeux vidéo, canapé, ping-pong, billard, jeux de société... c'est un véritable espace de convivialité et de rencontre pour les résidents, comme pour l'équipe socioéducative qui y a installé ses bureaux.



Coeur de la vie collective en Habitat Jeunes, la salle collective est le lieu de rencontre privilégié entre résidents et avec les équipes, lieu des rencontres informelles et d'activités plus formelles. Prendre le temps de penser cet espace, en équipe et avec les jeunes, s'avère par conséquent essentiel pour une vie collective riche. C'est bien dans cet esprit que l'équipe de la résidence San-Francisco a pensé les usages et aménagé la nouvelle salle co'.

Mehdi Sghaier, animateur à la RHAJ San-Francisco :

« Nous avons pensé la nouvelle salle co' comme un espace à la fois moderne et cocooning, divisé en petits espaces et en y intégrant les bureaux des éducateurs et de l'équipe d'animation. Un bureau vitré, toujours ouvert aux jeunes, y a été aménagé ainsi qu'un autre bureau, fermé celui-là, pour les rendez-vous individuels qui demandent plus d'intimité. L'interaction est ainsi beaucoup plus importante entre professionnels et avec les jeunes ce qui contribue à créer et développer les liens fondamentaux que sont les liens informels.

La présence de l'équipe était une évidence, tout comme la création d'un espace salon très chaleureux avec canapés télé/jeux vidéo, d'un espace jeux (table de ping-pong, baby foot...) et d'un espace repas. Nous avons fait le choix de ne pas créer de cuisine à proprement dit. Les résidents peuvent aller préparer les repas dans les cuisines collectives d'étage et redescendre ensuite pour manger ensemble. Ce sont eux qui ont fait ce choix. Lorsque nous voulons cuisiner ensemble dans la salle co', nous utilisons des plaques de cuisson amovibles. Cela peut paraître anecdotique, mais en fait c'est le reflet de l'état d'esprit dans lequel nous avons pensé la salle : ne pas figer les choses et les usages.



Les jeunes ont bien sûr participé à plusieurs niveaux. La question du confort thermique a été essentielle pour n'avoir ni trop froid l'hiver, ni trop chaud l'été. Ils ont également exprimé l'envie d'y être bien pour, tout simplement, se poser dans le canapé. Les résidents ont aussi, une fois les meubles achetés, participé au montage. A présent, nous discutons déco, certains souhaitent un espace dessin, une fresque, ou encore la possibilité d'exposer des photos qu'ils auraient réalisées. Le débat actuel c'est aussi : est-ce que l'on crée un espace vraiment homogène ou des petits espaces avec des ambiances différentes ? Tout le monde n'est pas d'accord, mais on en discute. On voit ce qui marche, ce qui ne marche pas, et l'on s'adapte, c'est vraiment un nouvel espace de travail et de co-construction de la vie collective de la résidence.

»

La nouvelle salle co' de San-Francisco, une belle illustration de co-construction en Habitat Jeunes, une illustration inscrite dans le cadre des réflexions menées en 2023 avec les équipes socioéducatives sur "Construire le collectif en HAJ".

A Figeac, ça débat !

Créer du débat, c'est l'objectif des actions imaginées par l'équipe socioéducative des Soleilhos, histoire de concrétiser les éléments de réflexion et les méthodes suite à la journée "Débattre pour ne pas se battre", animée par Sébastien Hovard et organisée par l'URHAJ fin 2023.

Ainsi ont été imaginé le "J'M'en fous pas" et le "Quizz & tchatte", deux outils originaux pour débattre et travailler l'esprit critique à la résidence Habitat Jeunes de Figeac, gérée par l'ANRAS.



"J'M'En Fous Pas" et "Quizz & Tchatche" font partie d'un éventail de choix d'animations proposées, chaque mardi soir, par l'animatrice culturelle de la résidence Les Soleilhos. Parmi ces propositions, les résident-es votent pour l'activité qui les motive le plus en vue de ce rendez-vous hebdomadaire. Ces nouveaux outils ludiques de débat rencontrent un vrai succès...

👉 Céline Guébert, animatrice culturelle au Soleilhos :

L'idée, c'est de s'adresser à tous les jeunes. Les quizz sont populaires et le dialogue est accessible aux allophones. Par ailleurs, on ne privilégie pas la culture "savante". Je m'attache à trouver des thèmes d'actualité. Par exemple, nous avons débattu du Black Friday et de la surconsommation, de la transition écologique, de la crise du monde paysan, ou encore de la sortie du rapport du Haut Conseil à l'Egalité sur le sexisme en France.

Question méthode, l'originalité du quizz réside, en plus des questions, dans en une petite épreuve collaborative. En milieu de quizz une question consiste en une sorte de timeline à réaliser en commun. Tout le monde gagne ou tout le monde perd. Mais surtout, tout le monde doit se mettre d'accord sur le résultat en 5 minutes. Il s'ensuit une argumentation vive mais respectueuse, et surtout de la négociation et de la création de consensus.

En ce qui concerne le "J'M'En Fous Pas" une urne est toujours accessible dans la cuisine collective. Chacun-e peut y glisser anonymement un bout de papier où sera notée une info ou une question... n'importe quoi qui interroge, surprenne, choque ou fasse sourire au point de vouloir le partager. La consigne est d'indiquer où et quand l'info a été entendue. Au moment de commencer, une main "innocente" pioche au hasard un papier. L'animatrice le lit afin de ne pas pénaliser les jeunes qui ont des difficultés de lecture. Ensuite, chacun-e peut exprimer ce qu'il ressent, ce qu'il sait sur le sujet.

Ensuite, le papier est punaisé sur le panneau à côté de l'urne et on peut en repiocher un nouveau. Si l'info n'intéresse personne sur le moment, le papier peut être remis dans l'urne pour une prochaine fois. Cette activité peut occuper toute une soirée avec un public mouvant, ou juste un temps mort avant une autre action. C'est idéal pour attendre les retardataires avant une activité, ou pour meubler les temps morts d'un atelier cuisine (quand ça cuit tout seul !).

L'objectif est d'apprendre des choses, d'éclairer l'actualité, d'expérimenter l'expression, l'argumentation et le débat sans jugement. Il n'y a rien à décider, personne à convaincre, juste à s'écouter, remettre en perspective ses croyances et évoluer ensemble. 🍷

EN BREF...

"J'M'En Fous Pas"

Les résident-es déposent dans une urne une idée, une remarque, une envie, une émotion... à propos d'une info qu'ils souhaitent partager. Lors des soirées, un papier peut être pioché, ou deux... puis le débat est enclenché. Si le sujet n'intéresse pas, le papier est remis dans l'urne. Sinon, il est ensuite accroché à côté de l'urne pour que tout le monde sache qu'il y a eu débat sur cette question.

"Quizz & Tchatche"

Un thème d'actualité est proposé aux résident-es par l'animatrice, à partir duquel sont posées 10 ou 15 questions de culture générale. Chacune suscite une discussion. Plus une réponse s'approche de la réalité, plus le jeune gagne des points.

Ouverture de l'Epi Jeunes à HAJ Montpellier

Pour lutter contre la précarité alimentaire et favoriser l'engagement des jeunes, la résidence Occitanie d'Habitat Jeunes Montpellier vous présente "Epi Jeunes" son épicerie solidaire. Ouverte le 28 février dernier, elle a été officiellement inaugurée le 3 avril. Résidents, salariés, bénévoles et partenaires de l'initiative : tout le monde a été invité pour l'occasion. "Epi Jeunes", c'est le fruit d'un travail collaboratif de plusieurs mois.



© Habitat Jeunes Montpellier

Audrey Chanas, Responsable d'établissement Occitanie à Habitat Jeunes Montpellier :

"Cela fait quelques mois que se mijote, sur la résidence Occitanie d'Habitat Jeunes Montpellier, la création d'une épicerie solidaire ! C'est notamment une réponse à la précarité des jeunes, mise exergue par la crise sanitaire. Dans nos résidences 70% des jeunes vivent en-dessous du seuil de pauvreté. L'inflation flamboyante que nous traversons n'a fait que renforcer cette précarité et impacte l'accès à une alimentation saine et responsable."

L'équipe de la résidence s'est saisie de cette réalité pour faire émerger un projet solidaire et participatif. Nous avons concouru au prix Charles Gide proposé par la Fondation Entraide Protestante, et avons été lauréat Jeunesse pour la création d'une épicerie solidaire. Ce coup de pouce financier nous a permis de nous lancer dans l'aventure. Puis nous avons rejoint le réseau d'épicerie ANDES pour nous soutenir dans le montage du projet.

"Epi Jeunes" est un projet à dimensions multiples. Il a pour objectif de répondre à la précarité alimentaire des jeunes en leur permettant de faire leurs courses et d'avoir accès à des denrées en moyennant une faible participation financière (20% à 30% du prix du marché). Notre volonté est de proposer le moins de produits transformés, des fruits et légumes frais sont proposés chaque semaine, et prochainement des denrées en vrac, pour soutenir une alimentation saine et responsable.

Ce projet a aussi pour objectif de créer un espace d'informations, d'échanges, de sensibilisations et d'animations autour des enjeux de l'alimentation, des enjeux environnementaux et de la santé globale. Des ateliers "vie quotidienne" seront coconstruits avec les résidents (atelier cuisine collective, atelier zéro déchet, anti-gaspillage, gestion du budget, atelier nutrition, atelier sport, bien-être). L'épicerie se veut être un lieu pour cultiver l'apprentissage de pair à pair, le partage des savoir-faire, les échanges et les rencontres entre voisins afin de favoriser et donner toute sa force au vivre ensemble.

La participation des jeunes est au coeur du fonctionnement de l'épicerie solidaire. "Epi Jeunes" est construit avec les résidents depuis son origine. Un comité d'épicerie permet de réunir des jeunes, des salariés et la Vice-présidente de l'association investie sur le projet, pour réfléchir et définir ensemble son organisation et son fonctionnement. En amont de l'ouverture, nous avons pensé et décidé ensemble de l'aménagement de l'épicerie, des différents fournisseurs et des choix des denrées, des horaires d'ouverture et des différentes missions bénévoles au sein de l'épicerie. Une cotisation solidaire a été instaurée pour ceux qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté.



© Habitat Jeunes Montpellier

La démarche participative consiste aussi dans le fait que, pour bénéficier de l'épicerie, chaque jeune doit donner une heure de son temps chaque mois. Cette participation bénévole à la vie d'"Epi Jeunes" est essentielle. Elle est fédératrice et porteuse d'une dynamique collective émancipatrice. Les résidents sont les acteurs de cette aventure solidaire.



Noctile PLUS !

Depuis fin 2023, chaque résident du Noctile, à Auch, bénéficie de la carte Noctile PLUS.

Une carte qui permet de faire des économies, c'est vrai, mais qui est beaucoup plus que cela...



" Promouvoir une dynamique de la ville autour des jeunes de la résidence tout en offrant des opportunités nouvelles ou conventionnelles vers l'alimentation saine, le sport, la culture, l'Histoire, le bien-être... auprès d'acteurs locaux et commerces de proximité. " Telle est l'ambition de la carte Noctile PLUS. L'idée est née du constat des difficultés économiques croissantes des jeunes pour se nourrir, mais aussi pour faire du sport, accéder à la culture... et tout simplement se faire plaisir. La carte Noctile PLUS permet ainsi de bénéficier d'importantes remises dans de nombreux commerces auscitains et alentours.

La carte Noctile PLUS, ce sont les résidents qui en parlent le mieux !

- "Cette Carte me permet de découvrir des commerces dans lesquels je ne serai pas forcément allé sans elle." **Hyppolite**
- "J'adore aller au ciné, et grâce à cette carte je peux me permettre d'y aller plus souvent. Je sais qu'il y a d'autres magasins sur la liste et que j'ai hâte de découvrir, comme le magasin de chaussures." **Aya**
- "J'ai pu assister à un concert gratuitement ce qui m'a fait découvrir la salle et j'y retournerai sûrement, sans cette fameuse carte j'y serai jamais allé de moi-même." **Enzo**
- "Cette carte a de l'importance dans notre vie quotidienne : coiffeur, la salle de sport, les assurances et bien plus encore. Cette carte est un avantage pour tout résident ou apprenti avec les nombreuses réductions qui nous aident énormément." **Killian**
- "Cela m'a aidé à concrétiser mon projet musique. J'ai pu acheter ma guitare avec la carte PLUS, j'ai eu des réductions." **Dieudonné**
- "En tant qu'étudiant, je trouve que la carte nous propose des avantages intéressants car la plupart des partenaires sont des entreprises où j'ai déjà acheté des produits ou leurs services. Ca nous donne l'avantage de pouvoir faire des économies au quotidien, tout en ayant une marque d'appartenance à l'association." **Julien**

L'objectif est de couvrir le champ le plus large possible des besoins et envies des jeunes en diversifiant les partenariats avec les commerces et services locaux. Commerces de bouche, d'équipements, de bien être... d'activités culturelles et ludiques, la carte PLUS fait l'unanimité auprès des résidents, mais pas seulement.

Commerçants et acteurs économiques et culturels jouent le jeu, la carte Noctile PLUS contribuant au dynamisme du territoire. On pourrait dire que c'est 'gagnant gagnant' et ils sont nombreux à l'avoir bien compris en accueillant positivement ces propositions de partenariats originaux avec l'association Habitat Jeunes Alojég. Plus d'une quarantaine de partenaires y ont déjà souscrit.

Mais il y a aussi autre chose, une véritable plus value en termes de reconnaissance de la résidence le Noctile, comme le souligne **David Gilet, animateur social au Noctile** (en charge de la promotion de la carte Noctile PLUS) : " A Auch, tout le monde connaît la résidence Habitat Jeunes comme 'le grand bâtiment coloré', mais pas forcément pour qui l'on est vraiment.

Développer des partenariats avec les commerces de proximité permet de présenter la structure, les missions qui sont les nôtres, nos services, comme J'Loge, l'agence immobilière à vocation sociale récemment créée, ou encore l'auberge de jeunesse. Les habitants peuvent alors se saisir de ce que l'on propose en termes de diversité d'hébergement, de logements et de services."

Face au succès de la carte Noctile PLUS, l'objectif est aujourd'hui d'améliorer encore la visibilité des offres proposées et de valoriser les partenariats.

Une page web dédiée est ainsi en cours de création sur le site du Noctile pour valoriser cette initiative originale dont le succès est indéniable.

Pour en savoir plus : www.lenoctile.fr

Game of home "Ton logement est en jeu"

Pablo, un résident d'Habitat Jeunes Ô Toulouse, disparaît de son logement du jour au lendemain sans donner aucune nouvelle à personne pas plus que d'informations sur les raisons de son départ précipité.

Pourquoi est-il parti ? Où est-il parti ? Telle est l'énigme à laquelle les résidents vont devoir répondre lors d'un escape game 'made in HAJ' dans le logement du disparu.



© Habitat Jeunes Ô Toulouse

C'est après avoir obtenu une réponse positive à un appel à projet de la Fondation Harmonie Mutuelle, puis travaillé avec un game designer de La Traction, pour la conception (décors, techniques...) que Game of Home, escape game mobile, a été créé par Habitat Jeunes Ô Toulouse.

Ce travail de longue haleine a nécessité un appui technique important afin de mettre en place le scénario, comme nous l'explique Manon Arricastres, CESH à Ô Toulouse : " L'intervention d'un game designer a été essentielle sur les mécaniques de jeu. Il fallait que les énigmes soient à la fois réalisables et modulables dans toutes les résidences. Nous avons la base : l'histoire, ainsi que les thématiques à aborder (la gestion administrative et l'hygiène du logement) mais nous devons coconstruire avec lui les énigmes à résoudre.

Les résidents, afin de comprendre ce qui est arrivé à Pablo, doivent résoudre des problèmes auprès de la CAF, débloquer les APL suspendues... ils se rendent compte, au fur et à mesure, qu'il avait des soucis de gestion de budget et d'endettement. Certaines énigmes permettent aussi de travailler l'hygiène du logement. Par exemple, pour débloquer une énigme, il faut qu'ils aient le réflexe de nettoyer une boîte qui détient un code. A la fin de Game of Home, ils trouvent le numéro de téléphone de Pablo et l'appelle pour lui dire qu'il peut revenir à l'HAJ, tous ses soucis étant résolus."

Game of Home, c'est aussi un outil pédagogique ludique qui permet d'aborder plus sérieusement l'ensemble des questions liées à la gestion d'un logement. Audrey Faux, intervenante socioéducative résidence l'Escale à Muret : "L'escape game se déroule en deux parties. Après la phase immersive dans le logement qui dure une quarantaine de minutes et une fois l'énigme de Pablo résolue, un quizz d'une trentaine de minutes est organisé dans la salle d'animation.

A un moment de jeu en équipe, s'ajoute un moment de réflexions individuelles, plus théorique, sur les droits et devoirs des locataires. Nous remettons ensuite à chacun des participants un livret reprenant l'ensemble des informations à retenir durant ces deux phases d'animation. Les retours des résidents sont très positifs. Ils nous disent s'être amusés et avoir mieux compris les démarches liées au logement. Pour nous, c'est également intéressant d'observer la dynamique de groupe qui se met en place, et ce sans être vu."

Après avoir été testé dans l'ensemble des résidences Habitat Jeunes de l'association Ô Toulouse et, il y a presque deux ans, au Forum Jeunesse organisé par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, Game of Home sera à l'honneur au Forum Jeunesse de Portet-sur-Garonne le 23 avril. L'idée est bien de continuer à le faire découvrir, au-delà d'Habitat Jeunes, auprès de l'ensemble des acteurs de jeunesse et d'insertion qui travaillent en direct avec les jeunes.

D'ailleurs, si vous souhaitez en savoir plus, une adresse mail dédiée a été créée par Ô Toulouse : gameofhome@otoulouse.org
N'hésitez pas !



© Habitat Jeunes Ô Toulouse



FACE A L'URGENCE LOGEMENT

"La bombe sociale du logement a explosé", le titre du premier cahier du rapport 2024 sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre résume à lui seul la catastrophe (pourtant annoncée) qui a des conséquences majeures pour les plus vulnérables, mais pas seulement.

Une crise systémique qui va forcément avoir des répercussions sur l'ensemble de l'économie de notre pays. Une crise dont les jeunes sont l'une des premières victimes, l'impossibilité d'accéder à un logement étant un frein majeur à la possibilité d'étudier, de se former, et de commencer et stabiliser l'entrée dans la vie active. Rappelons que le taux d'effort vis-à-vis du logement est, pour les jeunes, deux fois supérieur à celui de l'ensemble de la population, rendant

la décohabitation difficile et ce, parfois, dans des contextes familiaux conflictuels. C'est l'ensemble des secteurs de l'hébergement et du logement, social comme privé, qui est en crise aujourd'hui.

Le réseau Habitat Jeunes se mobilise, à l'instar de l'ensemble du monde du logement et de l'hébergement, pour dénoncer la situation et demander une véritable politique publique du logement. En Occitanie, face à l'explosion des demandes de logement en Habitat Jeunes, aux difficultés croissantes à accompagner les jeunes vers du logement de droit commun, les projets de développement représentent une urgence. Une urgence à laquelle il est de plus en plus difficile et complexe de répondre.

LOGEMENT CRISE GENERALISEE

Une situation sociale alarmante

"Faute d'une réponse suffisante, ce sont des milliers de personnes qui ne disposent toujours pas d'un hébergement et parmi elles toujours plus de femmes et d'enfants, des jeunes qui renoncent à leurs études faute de logement, des demandeurs de logement social en concurrence pour accéder à un logement quand la demande est quatre à cinq fois supérieure à l'offre disponible annuellement, des ménages confrontés au rétrécissement de l'offre locative privée compte tenu de l'emprise croissante des meublés touristiques. (...)

On pourrait résumer la situation en quelques mots : la construction est au point mort, les acheteurs modestes ne parviennent plus à acheter, les banques prêtent bien moins qu'avant, les locataires ne trouvent plus rien à louer à des prix abordables, le logement social est saturé et la liste des demandeurs s'allonge. Cette crise est 'inédite' dans la mesure où elle grippe toutes les sphères du logement en même temps, avec une force et une rapidité inouïes." Extrait du premier cahier du rapport 2024 sur l'état du mal-logement de la Fondation Abbé Pierre

Commencer ainsi, c'est poser le décor actuel de la crise sociale et économique qu'est celle du logement en France, comme en Europe. Chaque acteur du logement, et plus particulièrement du logement social, est concerné. Habitat Jeunes n'y échappe pas. La mobilisation se veut aujourd'hui à la hauteur de la crise. Les cris d'alarme de l'ensemble des acteurs de l'hébergement, de la promotion immobilière, de la Fédération du Bâtiment, en passant par le logement social se multiplient. Cependant, force est de constater que les réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Ensemble : faire du logement social une priorité

Agir sur tous les territoires, à toutes les échelles territoriales, est essentiel. L'URHAJ a rejoint des acteurs majeurs du logement et de la solidarité, en Occitanie, pour porter cette alerte lors du Comité Régional de l'Habitat et du Logement qui s'est tenu le 7 mars dernier, une action inédite pour le réseau Habitat Jeunes.

Ainsi, avec HSO, la FNAAS, la Fondation Abbé Pierre, l'UNAFO, l'UNIOPSS, la FAPIL ainsi que les associations de locataires a été dénoncée la situation globale du logement et celle des acteurs associatifs du logement et de l'insertion qui n'ont plus les moyens d'agir : *"Nous unissons nos voix pour adresser un cri d'alarme au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement face à la crise aiguë du logement qui sévit dans notre région. Cette crise sociale s'accompagne d'une crise économique avec une filière immobilière et de l'acte de bâtir qui est au ralenti, mais également d'une crise au sein des acteurs associatifs, épuisés par la fragilisation des moyens d'action pour faire face à l'augmentation des situations de pauvreté."* Extrait de la déclaration commune du 7 mars 2024 au CRHH d'Occitanie



Lors de ce CRHH, sur 39 votants, 28 ont voté contre et 6 se sont abstenus, la programmation pour 2024 ne répondant pas à l'importance des besoins. Un vote symbolique certes, mais inédit, dont l'objectif est d'interpeller et faire réagir le gouvernement sur l'urgence sociale du logement et la nécessité de donner des moyens à hauteur des besoins.

Ces chiffres qui alarment...

L'effort public pour le logement consenti par l'Etat et les collectivités locales a atteint un point historiquement bas : 1,6% du PIB en 2023 contre 2,2% en 2010. Soit une chute de équivalente à 15 milliards d'euros chaque année.

Logement en France

- 295 000 logements mis en chantier sur les 12 derniers mois en novembre 2023 (371 000 en 2022)
- 378 000 LOGEMENTS autorisés sur les 12 derniers mois en novembre 2023 (500 000 en 2022)
- 330 000 personnes sans domicile en en 2023 (143 000 en 2012)

Logement social en Occitanie

- 8456 logements sociaux contre un objectif de 11 000 posé par le CRHH de 2023
- En 5 ans, en Occitanie, le nombre de livraisons effectives de logements sociaux a été divisé par deux.
- La demande sociale ne cesse de croître avec près de 190 000 demandeurs de logements sociaux au 1er janvier 2024 en Occitanie, soit une augmentation de + 10% en 2023. Plus de 30% des ménages demandeurs sont aujourd'hui sans domicile fixe.

Toujours en région, le nombre de mises en chantier de nouveaux logements (sociaux et privés) est en baisse de 18% en 2023 par rapport à 2022.

HABITAT JEUNES OCCITANIE FACE A LA CRISE SOCIALE DU LOGEMENT

Occitanie : entre attractivité et précarité

En Occitanie, 27,6% des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté contre 22,7% au niveau national. L'Occitanie est à la seconde place (derrière les Hauts de France) quant à l'importance du taux de pauvreté chez les jeunes. Parallèlement, elle est à troisième région la plus attractive avec 40 000 nouveaux habitants chaque année, et notamment des jeunes. Toulouse et Montpellier sont respectivement les troisième et quatrième villes les plus attractives de France.

Précarité et crise sociale du logement ne font évidemment pas bon ménage, et les difficultés d'accès au logement (social comme privé) concernent les jeunes en premier chef. Le réseau Habitat Jeunes en est un témoin privilégié. Les jeunes en mobilité professionnelle et formative, les jeunes en rupture familiale et/ou en situation d'urgence se tournent de plus en plus vers les résidences Habitat Jeunes afin de trouver une solution adaptée, notamment, à leurs contraintes financières et à la précarité de leur emploi.

Tension croissante sur les demandes en Habitat Jeunes en Occitanie

Le choix d'effectuer une demande auprès des résidences HAJ est très majoritairement lié à des contraintes économiques et structurelles. Faiblesse des ressources, manque de petits logements et de loyers abordables, demandes de garanties trop lourdes dans le parc privé... les demandes en HAJ augmentent constamment. L'Observatoire Habitat Jeunes Occitanie 2023 met en exergue cette tendance croissante un peu plus chaque année. Coincés entre leur situation de précarité et la crise du logement, les jeunes se tournent de plus en plus souvent vers Habitat Jeunes, afin de trouver une solution logement et d'être accompagnés dans leurs démarches d'insertion.

La tension sur le parc de logement HAJ est en moyenne de 4 (1 demande satisfaite pour 4 demandes de logement) et, par conséquent, 75% des demandes n'aboutissent plus. Le manque de places (53%) et l'abandon de la demande du jeune (30%), le plus souvent faute de perspectives d'entrée en HAJ représentent 83% des motifs de demandes non abouties en 2022.

Nombre de demandes de logement en résidences Habitat Jeunes en Occitanie et tension de la demande par commune en 2022

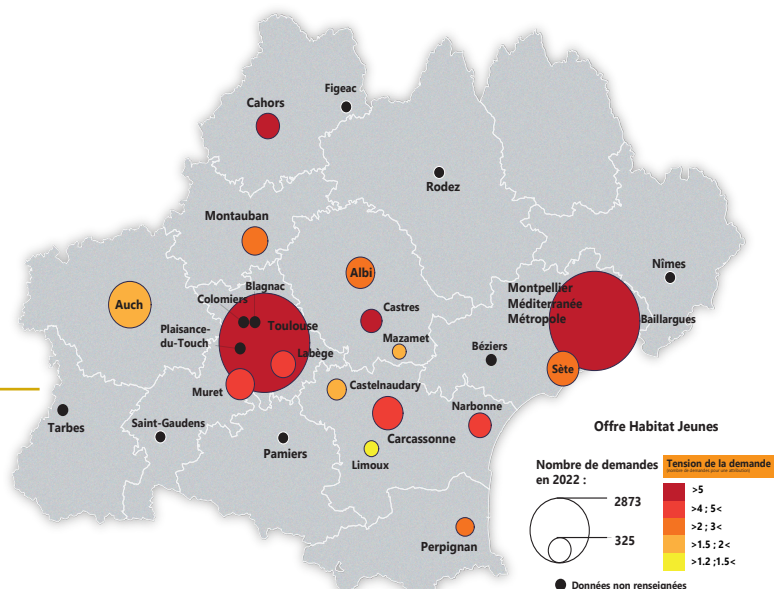


HAJ en Occitanie : un réseau sous-doté

Avec ses 69 résidences situées dans 29 villes de la région et gérées par 23 associations Habitat Jeunes, le réseau est nettement sous-doté au regard des besoins potentiels en logement dédié aux 16-30 ans.

A titre de comparaison, le taux de demandes non abouties est d'une sur deux au niveau national dans le réseau Habitat Jeunes. Parmi les régions où le réseau est le plus développé, la Bretagne fait figure d'exemple. Elle propose approximativement le même nombre de logements et accueille également un nombre de jeunes proche du réseau Occitanie (soit entre 7 500 et 8 000 jeunes logés chaque année) alors que sa population représente à peine plus de la moitié de la population globale de notre région. De plus, les 15-29 ans représentent 16,4% de la population en Bretagne et 16,8% en Occitanie. Même s'il peut paraître hasardeux de comparer ainsi deux régions historiquement différentes et géographiquement éloignées, ces données mettent en exergue le faible développement d'Habitat Jeunes au regard d'autres régions.

Face à ce constat, le réseau Habitat Jeunes se mobilise et de nombreux projets se déploient ou sont en réflexion en région. Chaque année, quelques résidences ouvrent (ou ré-ouvrent après une réhabilitation) leurs portes, quelques autres commencent à sortir de terre et des projets de développement germent. On observe cependant une difficulté croissante à faire aboutir ces projets dans le contexte de crise actuelle.



ZOOM SUR LES DERNIERES REPONSES HABITAT JEUNES EN OCCITANIE

En 2024, quelques nouveaux projets Habitat Jeunes sur lesquels les associations travaillent depuis 4 ou 5 ans commencent à sortir de terre ou ouvrent leurs portes. Développer des résidences Habitat Jeunes et réhabiliter des bâtiments anciens pour répondre aux nouvelles normes environnementales, à l'évolution des demandes des jeunes en matière de typologie de logements, diversifier sa gamme et augmenter ses capacités de réponse face à l'explosion des demandes sont bel et bien des projets de longue haleine, mais des projets essentiels en réponse à la crise sociale du logement.

Vénus, la nouvelle résidence d'Habitat Jeunes en Albigeois



Inaugurée le 27 février dernier, Vénus, la toute dernière résidence d'HAJA accueille ses premiers résidents dans 13 T1 modernes et tout équipé (pour 19 places) au coeur d'Albi. Quatrième résidence de l'association, Vénus vient compléter une offre de logement en direction des jeunes les plus autonomes.

En septembre, la résidence 'le 50', rebaptisée Sirius, ouvrira à nouveau ses portes après une réhabilitation lourde. Habitat Jeunes en Albigeois déploiera alors une offre de 169 places dans 117 logements à Albi.

La nouvelle résidence HAJ de l'EcoCampus bientôt ouverte



La Fédération Compagnonnique Régionale Occitanie ouvre sa seconde Résidence Habitat Jeunes sur son EcoCampus à Plaisance du Touch. Ces 20 chambres supplémentaires avec sanitaires peuvent ainsi accueillir 38 apprenants de plus. Ils disposent également d'une cuisine collective avec salle à manger et d'un salon-bibliothèque pour se retrouver.

La FCRO propose à présent 60 logements répartis sur deux bâtiments de l'EcoCampus. Cette augmentation de l'offre d'hébergement est un atout majeur pour renforcer la réussite des parcours de formation et donner une chance au plus grand nombre.

Deux premières pierres dans les Pyrénées Orientales



Les travaux ont commencé à Perpignan et à Argelès-sur-Mer avec la pose des premières pierres des nouvelles résidences Habitat Jeunes de la Ligue 66, les 14 mars et 10 avril.

Bientôt, en plus de la résidence Roger Sidou et ses 80 T1 tout équipé, 3 nouveaux bâtiments répondront à l'importance des besoins en logement et en accompagnement des jeunes. Tous les bâtiments proposeront des espaces collectifs, des bureaux pour l'administration et l'accompagnement individuel des résidents. A Perpignan, un bâtiment propose 82 lits pour 82 T1, et un autre plus petit offre 18 lits dans 16 T1 et 2 T2 et, à Argelès sur mer, la nouvelle résidence dispose d'une capacité de 30 places pour 30 T1.

EN BREF

Les projets de développement sur quatre communes d'Occitanie : Albi dans le Tarn, Perpignan et Argelès-sur-Mer dans les PO et Plaisance du Touch en Haute-Garonne représentent :

- 187 places supplémentaires sur trois territoires passant le nombre de places HAJ de 3 968 en 2023 à 4 155 en 2025
- 163 logements supplémentaires passant le nombre de logements de 3 276 en 2023 à 3 439 en 2025

REGARDS CROISES

SUR LES ENJEUX ET DIFFICULTES DE DEVELOPPEMENT DES NOUVEAUX PROJETS HAJ

Des territoires métropolitains aux territoires ruraux, les projets Habitat Jeunes partagent des enjeux et des difficultés autour d'un objectif : être capable de répondre à l'importance et/ou à la diversité des besoins des jeunes et des territoires. La concrétisation des projets, déjà longue et complexe, se trouve confrontée à de nouveaux obstacles en termes de modèle économique et de disponibilité de foncier, le tout dans un contexte inflationniste et, parfois, face à des difficultés de reconnaissance politique. Certaines problématiques sont cependant plus marquées selon les territoires, telle que la mobilité en territoire rural ou l'explosion des demandes de logement sur les territoires métropolitains.



ALI ZARRIK
Directeur de
l'Association pour le
Logement des JEunes
dans le Gers (ALOJEG)

« *À l'instar de la majorité des territoires ruraux, on observe, dans le Gers, une tendance des jeunes à quitter le territoire, faute de services suffisants qui*

leur permettent de vivre normalement le passage vers l'âge adulte. La difficulté que rencontre les jeunes en milieu rural en termes d'émancipation est particulièrement difficile dans la mesure où toutes les conditions ne sont pas réunies en termes de formation, d'emploi, de mobilité et de logement.

Alojég est repéré comme étant un acteur du logement et de l'hébergement en direction des jeunes. Certains élus prennent attache avec nous, faisant appel à notre expertise autour d'une question cruciale : "Que pouvons-nous faire pour rendre notre territoire plus attractif pour les jeunes, notamment à travers la question du logement ?" Nous sommes de plus en plus sollicités et, à ce jour, nous avons des projets et des réflexions engagés avec, en perspective, la création de micro-résidence ou de résidences Habitat Jeunes en Lomagne Gerçoise, en Gascogne toulousaine, au Cœur d'Astarac en Gascogne et dans la Communauté de communes du Bas Armagnac.

Par ailleurs, des réflexions sont engagées sur huit autres territoires du département en lien avec les dynamiques d'hébergement des jeunes pour des courts séjours, en réponse à des besoins ponctuels à proximité des lieux d'emploi, pour les saisonniers par exemple. Notre rôle est d'accompagner les territoires dans leur réflexion et la concrétisation d'une réponse adaptée à leurs besoins, dans un objectif de renforcement de leur attractivité, et notamment auprès des jeunes, afin que continuent à vivre les territoires du Gers.

Les solutions proposées doivent être multiples et diverses autour d'un objectif central : rendre accessible un emploi ou une formation en rapprochant le jeune de son lieu d'activité. La mobilité est un problème majeur, 6% seulement des déplacements quotidiens dans le Gers se font en transports en commun.

Le projet social d'une résidence Habitat Jeunes ne peut pas être pensé s'il est déconnecté de la question de la mobilité. Les emplois proposés aux jeunes sont essentiellement des emplois du tertiaire (aide à la personne, restauration, emplois en horaires discontinus) et incluent l'obligation de mobilité. L'objectif est ainsi de permettre aux jeunes de loger à proximité de leur lieu de travail ou de formation, donc de développer des solutions de logements un peu partout sur le département, là où il y a des besoins.

Et c'est justement au niveau de la reconnaissance des besoins en logement que nous rencontrons une difficulté majeure au développement de solutions Habitat Jeunes. Le Gers est considéré comme une zone dite "détendue", classée en zone 3 pour les aides à la pierre. Concrètement cela signifie des aides financières de l'Etat moindre qu'en zone 1 et en zone 2 lors des opérations de construction et de réhabilitation.

Nous essayons d'agir sur ce point. Lors d'une rencontre Prisca Thévenot, Ministre déléguée auprès du Premier ministre a rencontré certains acteurs du territoire. Nous avons porté auprès de la ministre la proposition que l'on ne considère plus le financement des aides à la pierre uniquement par le prisme du zonage. Il s'agirait de prendre en compte certaines autres spécificités territoriales. A titre d'exemple, à Nogaro, où nous avons un projet de résidence Habitat Jeunes, le besoin en logement des jeunes est très important. Cependant, seuls les habitants "à temps plein" sont pris en compte. Les apprentis, les saisonniers et les intérimaires ne sont pas comptabilisés leur domiciliation officielle étant en-dehors de Nogaro, généralement chez leurs parents.

A cette difficulté s'en ajoute une autre liée à la Zéro Artificialisation des Sols qui influe sur la disponibilité des fonciers. Nous avons un manque d'équipements et de nombreux espaces non construits, mais les possibilités de construction sont à présents limitées par cette loi et les communes doivent choisir. Est-ce qu'une mairie va permettre à une entreprise de s'installer et ainsi créer des emplois ? Est-ce qu'elle va choisir de construire une résidence sociale ? Les choix sont draconiens alors que ET la résidence ET l'entreprise sont nécessaires au dynamisme et l'attractivité de son territoire, donc au fait que les jeunes demeurent dans le Gers ou viennent s'y installer. »



**CHRISTOPHE
MARIANNE**
Directeur général de
l'Association Habitat
Jeunes Ô Toulouse

« L'association Habitat Jeunes Ô Toulouse gère six résidences sur Toulouse Métropole, Muret et Labège et déploie un parc de 453 logements. Cependant,

nous ne pouvons répondre qu'à une demande de logement sur cinq, et notamment en lien avec le manque de places. Développer notre offre, c'est répondre à un enjeu majeur. Depuis deux ans déjà Ô Toulouse travaille sur la concrétisation de deux nouvelles résidences Matabiau et Volta avec, respectivement, 100 et 28 logements programmés du T1 au T3. Ces projets essentiels pour répondre aux besoins des jeunes en logement social et en accompagnement sur le territoire de Toulouse Métropole font aujourd'hui face à deux obstacles majeurs liés au modèle économique Habitat Jeunes et au manque de portage politique.

Si l'on compare le contexte actuel avec celui dans lequel ont été créés l'Escale à Muret ou encore @Home à Labège, des résidences qui ont ouvert il y a 4 ou 5 ans, les difficultés qui se sont ajoutées sont liées, notamment, au modèle économique. L'inflation, en lien avec la crise énergétique sur les matériaux, a impacté les coûts à hauteur de 10% et s'est combinée à cela l'exigence de la RE 2020 avec un surcoût évalué à 15%. Ces 20 à 30% de surcoût ne sont bien sûr pas compensés par une augmentation des subventions qui demeurent aux valeurs absolues. Que ce soient le PLAI de l'Etat, les subventions de la Région Occitanie, de la CAF, de la Métropole ou du Département leurs niveaux n'ont pas augmenté. L'une des stratégies pour retrouver des marges financières consiste à

augmenter un peu la capacité de nos résidences avec la limite, cependant, de rester dans un nombre de places raisonnable pour la qualité de la vie au sein d'Habitat Jeunes. Nous sommes ainsi passés de 80 à 100 logements sur le projet Matabiau.

Les difficultés administratives représentent également des obstacles toujours plus compliqués à franchir pour la création de nouvelles résidences Habitat Jeunes. Cela fait près de deux ans maintenant que l'URHAJ essaie d'obtenir, auprès de la DDT 31, un appel à projet dans lequel nous pourrions inscrire les projets Matabiau et Volta. Cette absence d'appel à projet complexifie la négociation avec nos partenaires. Nous présentons donc aujourd'hui nos projets comme des Résidences Sociales Jeunes Actifs (pour lequel la réponse à un appel à projet n'est pas nécessaire), et ce en toute transparence, afin de réserver les PLAI et les aides à la pierre. L'objectif reste, cependant, de créer des résidences sociales FJT, l'accompagnement étant nécessaire, notamment auprès de certains publics jeunes.

La troisième difficulté que nous rencontrons est liée au manque de portage politique. La crise du logement social et la situation des jeunes est un sujet qui interpelle les élus. Le logement jeune, les Résidences Sociales Jeunes Actifs et les Foyers Jeunes Travailleurs apparaissent dans les besoins reconnus dans le PLUI-H. Mais entre l'usage d'un plan programmé pour les 5ans à venir et le soutien réel, il y a aujourd'hui un delta.

La stratégie, à présent, pourrait être de jouer sur le levier de l'investissement sur du foncier. A partir du moment où nous pourrions être propriétaires du foncier, nous apparaitrions comme moteur du projet plutôt que de venir 'remplir une case logement social' comme ici dans le projet Europolia où la résidence HAJ n'est qu'un projet logement social parmi de potentiels autres. Nous serions ainsi à l'initiative du projet en affirmant le besoin en Habitat Jeunes. Bien sûr, la difficulté, et tout particulièrement à Toulouse est la disponibilité de fonciers dans lesquels investir. »

DES MESURES URGENTES ET NECESSAIRES

Les mesures demandées au CRHH du 7 mars dernier par les acteurs du logement et de la solidarité en Occitanie afin de débloquer la situation en matière de logement, et notamment de logement social, de favoriser l'accès de tous au logement, et notamment aux jeunes :

- Programmer les crédits nécessaires à la construction de 14 000 logements sociaux par an, correspondant ainsi aux besoins recensés en Occitanie et augmenter les montants moyens de subventions
- Orienter résolument les objectifs de production vers le logement PLAI et PLUS, protéger la loi SRU et continuer de veiller à son application
- S'assurer que la production de logements intermédiaires ne remplace pas la production de logements sociaux et très sociaux et que celle-ci ne soit pas intégrée au décompte de la loi SRU
- Relayer au niveau national l'importance de redonner des marges de manoeuvre budgétaires aux bailleurs sociaux en supprimant la ponction de la RLS sur les fonds propres des organismes ainsi que le retour de la TVA à 5,5%
- Revaloriser le montant des APL et du forfait charge
- Augmenter les montants moyens de subvention PLAI structure pour favoriser la création de résidences sociales, et notamment de résidences sociales FJT.
- Mettre en place des conditions de montage opérationnel permettant réellement de produire une offre en PLAI Adapté et aussi, dans le parc privé, une véritable offre en logements locatifs conventionnés ANAH (social et très social), en complément de l'offre des bailleurs sociaux.
- Accélérer et simplifier la procédure de mise à disposition du foncier à destination du logement social



Le nouveau mobili jeunes

Depuis le 15 février dernier, il est à nouveau possible d'effectuer une demande d'aide MOBILI-JEUNE® sur le site d'Action Logement. Rappelons que Mobili jeunes permet la prise en charge d'une

partie du loyer des jeunes de moins de 30 ans, apprentis et alternants d'une entreprise du secteur privé non agricole.

Cependant, en 2024, deux nouvelles conditions d'attribution plus restrictives qu'en 2023 ont été mises en place. La première étant que le demandeur ne doit pas disposer d'un salaire mensuel brut supérieur à 80% du SMIC. La seconde concerne la distance entre la résidence principale antérieure et la nouvelle résidence proche du lieu de travail qui doit être au moins de 70km, ou à défaut, d'une durée de temps de trajet supérieur à 40 minutes entre ces deux adresses.

Pour ce qui est du type de logement, Mobili jeunes est toujours accessible en location ou colocation dans le parc privé ou social, dans les foyers et résidences sociales, que le logement soit loué vide ou meublé, et conventionné ou non APL. A noter également que cette aide est possible en sous-location, exclusivement dans le parc social HLM et dans les chambres en internat.

Concernant le montant de l'aide, il varie de 10 € minimum par mois à 100 € maximum sur 11 mois et pour deux ans maximum, que les années soient ou non consécutives. Le calcul est effectué sur le loyer après déduction de l'aide au logement.

Pour tout savoir et faire la demande : www.actionlogement.fr

Le Conseil Economique, Social et environnemental mobilisé sur le financement des assos



En France, le nombre d'associations en activité est estimé à 1,5 million. Elles représentent 9,2 % de l'emploi privé et comptent 20 millions de bénévoles. Entre 2005 et 2020, les associations ont vu la part des subventions publiques baisser de 41% et celle des recettes marchandes augmenter de 33 %.

Face à constat, le CESE souhaite analyser l'évolution des modèles économiques associatifs, notamment les modes de contractualisation avec les pouvoirs publics et leurs effets systémiques et politiques sur l'organisation de la société et sur la vie démocratique.

Cette évolution du modèle économique pose fortement question et inquiète, alors que le monde associatif assure le lien entre citoyens et apporte des réponses dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Du 24 au 14 février, toutes les associations ont ainsi pu s'exprimer par le biais d'un questionnaire en ligne. Une démarche dont l'objectif est d'aboutir à des préconisations qui seront présentées le 28 mai prochain au CESE. Au-delà, il s'agit bien sûr, même si l'avis du CESE n'est que consultatif, de remettre et présenter le document final Gouvernement et au Parlement.

Cet évènement sera l'occasion, pour les associations, de rappeler dans toute leur diversité qu'elles sont essentielles, en étant au plus près des personnes et des territoires, et en défendant la valeur non marchande de leurs missions.

Réforme AGLS



Le volet 2 du plan Logement d'Abord, lancé le 20 juin 2023, intègre pleinement les résidences sociales et fixe un objectif de production de 25 000 nouveaux logements agréés en résidences sociales et foyers de jeunes travailleurs d'ici 2027.

C'est dans ce cadre qu'est également prévue la revalorisation de l'AGLS (l'Aide à la gestion locative sociale) ainsi que de nouvelles modalités d'octroi, dans l'objectif de poser des principes plus clairs pour davantage d'équité

entre les structures, et de soutenir l'innovation pour l'accompagnement dans le logement de ménages en grande difficulté. Enfin, des travaux sur le modèle économique des résidences sociales vont être également engagés.

L'Union Nationale Habitat Jeunes a ainsi lancé une grande enquête auprès de ses adhérents afin de participer pleinement à la concertation avec le gouvernement sur la réforme de l'AGLS. Concertation qui, si elle a été repoussée à cause du remaniement ministériel de ce début d'année, devrait se rouvrir prochainement.

Pour le réseau Habitat Jeunes, comme pour tous les acteurs gestionnaires de résidences sociales, la refonte de l'AGLS constitue un enjeu majeur. Cette aide, versée à toute résidence sociale au titre de l'accompagnement des personnes et de la gestion locative sociale, est aujourd'hui fixée en fonction du nombre de logements par résidence. Actuellement, elle s'échelonne de 12 200€, pour les structures de moins de 50 logements, à 25 000€ pour les structures de plus de 100 logements. Ces montants, fixés par la circulaire de 2013, n'ont pas été réévalués depuis, malgré la nette augmentation des coûts de fonctionnement (inflation, Ségur..).

Evaluer les réalités et les besoins actuels au sein des résidences sociales doit constituer la base de cette refonte de l'Aide à la Gestion Locative Sociale. L'objectif est d'obtenir une véritable réponse aux enjeux, et ce dans le cadre plus global d'une demande de refondation des résidences sociales.



AFAS, du nouveau en ligne sur la CAF.fr

Depuis janvier 2024, à l'instar des Centres sociaux et des Espaces de vie sociale, les résidences Habitat Jeunes peuvent, sur leur espace "partenaires" CAF bénéficier du service AFAS, pour "Aides Financières d'Action Sociale". Concrètement, ce nouvel outil, créé en 2018, a d'abord été dédié aux gestionnaires des centres de loisirs et de petites enfance, pour être progressivement étendus à d'autres partenaires des CAF.

Le service AFAS permet notamment d'effectuer les déclarations en ligne, via des formulaires normalisés de recueil des données d'activité et financières. Consulter l'avancement du traitement des déclarations, visualiser immédiatement une estimation de droit... les fonctionnalités proposées sont enrichies régulièrement. Il sera ainsi possible, à terme, de consulter les dates de paiement, joindre des pièces justificatives, ou encore de consulter l'ensemble des documents adressés à la Caf, comme d'effectuer des simulations de projets.

En savoir plus : www.caf.fr

QU'EST-CE QUE L'ÉDUCATION POPULAIRE ?

#SoutiensEduPop



www.habitatjeunesoccitanie.org

En partenariat avec



ActionLogement 